

réduire les risques de conflits et à élargir la portée du progrès économique et social.

Il me semble que le succès de notre propre forum pourrait avoir une plus grande portée. Nous constituons déjà un groupe où sont représentés douze pays et nos consultations présentent un intérêt pour de nombreux autres pays. Ne pourrions-nous pas envisager, par exemple, d'amorcer un dialogue avec les gouvernements de certains de ces pays sur des questions politiques et de sécurité? Il serait facile de trouver des intervenants notamment parmi ceux qui ont demandé de participer officiellement au dialogue dans le passé et ceux auxquels a pensé l'ANASE en formulant le Traité d'amitié et de coopération. Le processus de coopération économique dans la région de l'Asie et du Pacifique pourrait faciliter l'établissement d'un ordre de priorité dans le secteur économique pour les pays membres. Toutefois, les questions d'ordre politique et de sécurité comptent parmi les plus importants problèmes à affronter. Nous devrions au moins nous interroger sur les avantages, s'il y en a, de nous concentrer pour trouver des solutions.

Monsieur le président, l'an dernier, nous avons convenu qu'il était important d'empêcher le Viêt-nam d'obtenir par défaut ce qu'il n'a pas pu obtenir par les armes. Nous continuons d'attendre du Viêt-nam qu'il participe pleinement à la négociation du règlement qui mènera à une paix durable au Cambodge. À l'heure actuelle, toutefois, je crois que le principal objectif à atteindre est de veiller à ce que les Khmers rouges ne parviennent pas à réaliser par les armes ce que la collectivité internationale s'est efforcée d'éviter par la négociation.

À cette réunion, nous devrions nous efforcer de proposer des moyens innovateurs de surmonter les difficultés qui font depuis longtemps obstacle à la paix au Cambodge, et le Canada compte collaborer avec les dirigeants de l'ANASE à l'avènement d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'Indochine.

Monsieur le président, les Canadiens, et le monde entier, je pense, n'accepteront pas que le pays soit de nouveau mis à feu et à sang. Nous devons agir pour éviter que l'impasse actuelle ne se prolonge ou que la situation ne se détériore. Il faut absolument que toutes les parties intéressées, de près ou de loin, agissent de façon positive et ce, sans plus tarder.

Quant aux réfugiés d'Indochine, nous devons tous faire preuve d'une plus grande détermination en vue de mener à bonne fin le plan d'action global convenu à Genève l'an dernier. Il constitue le meilleur moyen de mettre un terme à cette tragédie, par des solutions humaines et durables.